



RENDU EXECUTOIRE LE

31 MARS 2023

DEPARTEMENT DE LA VIENNE

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

ID : 086-228600011-20230330-23_A_SE_0225-AR

S'LO

ARRETE N° 2023-A-DGAS-DA-SE-0225

du **30 MARS 2023**

DGAS

Service des Etablissements

39 rue de Beaulieu

86034 POITIERS CEDEX

Portant modification pour l'année 2023
de la Dotation Globale de Fonctionnement
du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale
géré par la FONDATION OVE

LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VIENNE,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 relative au financement de la Sécurité Sociale pour 2017, prise en son article 89 modifiant notamment l'article L 313-12-2 du CASF relatif au contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens ;

VU la circulaire N° DGCS/SD5C/2013/300 du 25 juillet 2013 relative à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens prévu à l'article L. 313-11 du code de l'action sociale et des familles ;

VU la transposition par accords collectifs des mesures « Laforcade » qui étendent le Ségur de la santé 1, conformément à l'article 43 de la loi de financement de la sécurité sociale 2022 en faveur, entre autres, des établissements médico-sociaux financés par les Départements ;

VU la délibération de la Commission Permanente du 7 février 2019 autorisant la signature d'un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) pour la période 2019-2023 ;

VU la délibération du Conseil Départemental de la Vienne en date du 16 décembre 2022 relative à la tarification des établissements et services sociaux et médico-sociaux du secteur de l'enfance, des personnes âgées et des personnes handicapées ;

VU l'arrêté n° 2021-A-DGAS-DHV-SE-0190 du 16 juillet 2021 portant cession d'autorisation du SAVS à Poitiers pour personnes adultes handicapées sourdes, malentendantes, malvoyantes et aveugles, géré par l'Association DIAPASOM au profit de la fondation OVE ;

VU l'arrêté n°2023-A-DGAS-DA-SE-0125 du 26 janvier 2023 portant fixation pour l'année 2023 de la dotation globale de fonctionnement du SAVS géré par DIAPASOM ;

VU le règlement départemental d'Aide Sociale de la Vienne ;

CONSIDERANT qu'il convient de procéder au versement pour les revalorisations salariales des personnels exerçant des fonctions socio-éducatives, des sommes prévisionnelles pour l'année 2023 impactant la dotation globalisée commune octroyée à l'Association FONDATION OVE pour l'année 2023 ;

SUR proposition du Directeur Général des Services Départementaux ;

ARRETE :

ARTICLE 1 : Le budget annuel global du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale DIAPASOM, pour l'ensemble de l'année 2023, s'élève à :

168 014 €

**(dont 11 537 € au titre des revalorisations salariales
pour 2 ETP de professionnels exerçant des fonctions socio-éducatives)**

soit un coût place de 9 334,11 € €

ARTICLE 2 : Le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale sera financé au moyen d'une dotation globale versée mensuellement d'un montant de :

- ✓ Période pour janvier 2023 : **12 852,64 €** à terme échu.
- ✓ Période de février à mars 2023 : **13 056,80 €** à terme échu.
- ✓ Période d'avril à décembre 2023 : **14 338,64 €** à terme échu.

Chaque trimestre, le Service d'Accompagnement à la Vie Sociale devra fournir un tableau de bord retraçant l'activité effective de la période. Le document à consolider sera transmis par le Conseil Départemental.

ARTICLE 3 : Les personnes handicapées suivies par le Service d'Accompagnement à la vie sociale doivent avoir été orientées par la Maison Départementale des Personnes Handicapées auprès du Service d'Accompagnement à la Vie Sociale.

ARTICLE 4 : Un recours gracieux contre le présent arrêté peut être formulé auprès du Président du Conseil Départemental dans le délai franc d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienne86.fr pour les autres personnes.

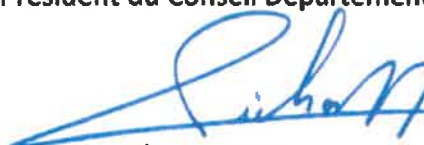
Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être déposé auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX, dans un délai franc d'un mois à compter de la réception de la réponse de l'administration au recours gracieux, ou à l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de réception du recours gracieux par l'administration, en l'absence de réponse de sa part.

En l'absence de recours gracieux, le recours contentieux contre le présent arrêté peut être présenté dans un délai franc d'un mois à compter de sa date de notification pour les personnes et organismes auxquels il a été notifié ou de sa publication sur le site internet du Département lavienn86.fr pour les autres personnes, auprès du Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de Bordeaux – Cour Administrative d'appel de Bordeaux – 17 cours de Verdun 33074 BORDEAUX CEDEX.

ARTICLE 5 : Le Directeur Général des Services Départementaux, la Directrice Générale Adjointe chargée des Solidarités, le Gestionnaire et la Direction du Service à la personne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié sur le site internet du Département de la Vienne en vertu de l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales.

Fait à POITIERS, le **3-0 MARS 2023**

Le Président du Conseil Départemental

A blue ink signature, appearing to read 'Alain Pichon', is written over a horizontal line.

Alain PICHON

Envoyé en préfecture le 30/03/2023

Reçu en préfecture le 30/03/2023

Publié le

S'LO

ID : 086-228600011-20230330-23_A_SE_0225-AR